Domaine statistique 18
Finances publiques

Les informations statistiques sur les finances publiques de la Suisse sont élaborées par la section Statistique financière de l'Administration fédérale des finances (AFF). La statistique financière donne une vue d'ensemble de la situation financière de la Confédération, des cantons, des communes et des assurances sociales publiques. Elle fournit les données sur lesquelles se fondent de nombreuses analyses de politique financière et sert de base de décisions aux milieux scientifiques, économiques et politiques.

SOURCES DE DONNÉES

La statistique financière se fonde sur les comptabilités financières des collectivités publiques (Confédération, cantons, communes et assurances sociales publiques) et des institutions qu'elles contrôlent (p. ex. collectivités, concordats, syndicats de communes, établissements, comptes spéciaux, fonds, etc.). En fonction de leur autonomie, celles-ci utilisent parfois des modèles comptables différents pour leur rapport financier.

Des séries de données de producteurs externes servent par ailleurs à la production de données conformément au Government Finance Statistics Manual 2014 (GFSM2014) du Fonds monétaire international et au Système européen des comptes (SEC2010) de l'Union européenne. En font partie les séries chronologiques de statistiques sur les assurances établies par l'OFS, les réserves de la BNS exigées par la Confédération et les cantons, ainsi que le produit intérieur brut établi par le SECO pour le calcul d'indicateurs.
Les données des années 2021 et 2022 ne sont pas encore définitives.

INFORMATIONS CONTEXTUELLES

Champ thématique **Économie et finances publiques** → p. 105

L’essentiel en bref

Les finances publiques suisses selon les directives nationales (SF)

La pandémie de COVID-19 a déclenché en 2020 une grave crise économique qui a fortement mis à mal les finances publiques. Les dépenses publiques ont considérablement augmenté de manière à soutenir les revenus, préserver l’emploi et financer les mesures de santé.

Entre 2010 et 2020, les dépenses totales ont augmenté de 30,8%, principalement en raison de la hausse des moyens engagés dans la protection sociale et la formation. En 2020 et 2021, la hausse des dépenses est en grande partie due à la pandémie. En effet, les mesures de confinement décidées en raison de la pandémie ont déclenché une grave crise économique. Afin de soutenir les revenus, préserver l’emploi et financer les mesures sanitaires, les autorités ont considérablement augmenté les dépenses dans les domaines de la sécurité sociale, la santé et l’économie publique.

Selon les données de la statistique financière (SF), la dette publique a augmenté depuis 2020 en raison des dépenses supplémentaires induites par la crise sanitaire.

Les finances publiques suisses: comparaison internationale (SFP)

En comparaison avec les pays de l’OCDE et de la zone euro, le déficit de financement était moins important en Suisse en 2020. Malgré la crise, les recettes ont légèrement augmenté, principalement en raison des mesures de soutien du gouvernement.

Les dépenses de protection sociale et de formation sont relativement élevées en Suisse par rapport à celles des pays de l’OCDE et de la zone euro. Les dépenses de santé sont par contre comparativement plus faibles, du fait du financement privé du système de santé suisse.

En résumé, la pandémie de COVID-19 a eu un impact considérable sur les finances publiques en Suisse. Suite à la crise sanitaire, les dépenses de soutien à l’économie et au système de santé ont augmenté, ce qui a entraîné une hausse de l’endettement. Par rapport aux pays de l’OCDE et de la zone euro, la Suisse a réussi à maintenir son déficit de financement à un niveau relativement bas.

	2000	2010	2015	2019	2020	2021
Modèle FS, en mios de francs						
Recettes des administrations publiques	**165 541**	**195 187**	**216 094**	**232 389**	**233 028**	**242 820**[e]
Confédération	53 116	64 742	70 602	76 960	74 132	78 076
Cantons	63 160	77 237	86 022	93 971	95 923	104 728
Communes	42 062	42 708	46 678	49 556	49 671	51 570[e]
Assurances sociales	44 949	54 449	62 553	64 708	79 394	74 434
Dépenses des administrations publiques	**153 722**	**192 609**	**214 292**	**224 876**	**252 004**	**249 530**[e]
Confédération	49 324	61 604	67 889	72 159	89 257	89 322
Cantons	60 315	76 017	88 288	91 354	100 817	101 740
Communes	40 594	43 116	47 271	50 139	50 927	51 702[e]
Assurances sociales	41 568	55 821	60 605	64 031	77 097	72 755
Solde de financement des administrations publiques	**11 819**	**2 578**	**1 801**	**7 513**	**−18 977**	**−6 711**[e]
Confédération	3 792	3 138	2 713	4 801	−15 125	−11 246
Cantons	2 844	1 220	−2 266	2 617	−4 894	2 988
Communes	1 468	−408	−593	−583	−1 255	−132[e]
Assurances sociales	3 382	−1 372	1 947	677	2 298	1 679
Secteur des administrations publiques: modèle SFP, en pour-cent du produit intérieur brut						
Quote-part du déficit ou de l'excédent	0,3%	0,4%	0,5%	1,3%	−3,1%	−0,3%[e]
Quote-part fiscale	27,1%	25,9%	27,0%	27,7%	28,1%	28,6%[e]
Quote-part des recettes	32,5%	31,8%	33,0%	33,3%	34,1%	34,7%[e]
Quote-part de l'État	32,2%	31,4%	32,5%	32,0%	37,1%	35,0%[e]
Taux d'endettement (Maastricht)	43,7%	29,2%	28,8%	25,6%	28,3%	27,6%[e]
Taux d'endettement net (FMI)	32,2%	22,0%	21,0%	17,3%	20,5%	19,5%[e]

[e] prévisions

Répertoire statistique

Dans ce domaine, les statistiques proviennent de l'Administration fédérale des finances (AFF). Les pages suivantes présentent une sélection de données statistiques et de visualisations. Vous trouverez des informations plus détaillées, actualisées en permanence, sur les portails en ligne de l'AFF **www.efv.admin.ch** et de l'OFS **www.statistique.ch**.
Le domaine statistique Administration et finances publiques contient les rubriques et contenus suivants:

RUBRIQUE 18A

Les finances publiques suisses selon les directives nationales (SF)

Résultat financier • Compte de financement des administrations publiques
Recettes et dépenses par nature • Dépenses par fonction
Dépenses pour les mesures en lien avec la pandémie de COVID-19
Bilan de l'État • Dettes → p. 343

RUBRIQUE 18B

Les finances publiques suisses: comparaison internationale (SFP)

Dépenses publiques totales par rapport au produit intérieur brut (quote-part de l'État)
Quote-part des recettes • Dépenses publiques par fonction
Quote-part des capitaux de tiers • Taux d'endettement net → p. 346

Reposant sur le modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes (MCH2) et s'inspirant des normes IPSAS (International Public Sector Accounting Standards), le **modèle SF** assure la **comparabilité nationale**.

En respectant le standard de statistique financière du Fonds monétaire international, le **modèle SFP** assure la **comparabilité internationale** des données de la statistique financière suisse.

Les finances publiques suisses selon les directives nationales (SF)

Solde de financement

Entre 2014 et 2019, tant le solde de financement ordinaire de l'État que le solde comprenant les recettes et les dépenses extraordinaires ont eu tendance à s'améliorer. La pandémie de COVID-19 a causé le plus fort repli économique depuis des décennies et laissé en 2020 des traces profondes dans les finances publiques.

La nette hausse des dépenses supportées par les sous-secteurs Confédération, assurances sociales et cantons, et les importantes pertes fiscales enregistrées par la Confédération (notamment au niveau de l'impôt anticipé) ont porté le déficit dans le compte de financement de l'ensemble du secteur des administrations publiques à 19 milliards de francs. Une grande partie des dépenses supplémentaires a servi à soutenir les revenus et à préserver les emplois (allocation pour perte de gain et indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail, p. ex.), et à financer des mesures de santé (achat de matériel sanitaire et de tests COVID, p. ex.).

UN DÉFICIT EN 2021 ÉGALEMENT

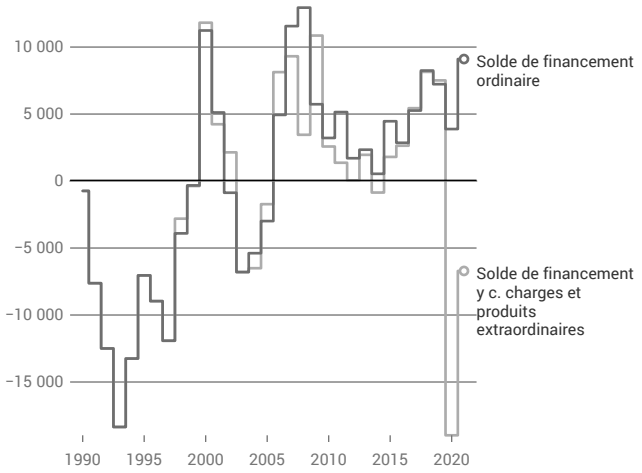
Les mesures de stabilisation ont été complétées par des mesures en faveur des entreprises pour les cas de rigueur afin de soutenir les branches les plus durement touchées. La charge qui pèse sur les finances publiques est ainsi restée très lourde en 2021 (surtout pour la Confédération). Malgré une augmentation des recettes fiscales dans les quatre sous-secteurs, il résulte des diverses mesures un déficit de 6,7 milliards de francs pour les administrations publiques en 2021. Ce déficit est essentiellement couvert par des engagements à court terme envers des intermédiaires financiers, par des emprunts et par la réduction des liquidités et des placements à court terme. La dette brute a ainsi augmenté de 8,4 milliards de francs, passant à 234,9 milliards, et la dette nette de 7,9 milliards, passant à 123,9 milliards.

Recettes et dépenses

RECETTES PAR NATURE

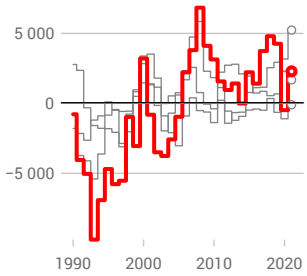
Depuis 2010, les recettes de l'État ont augmenté de 37,8 milliards de francs et les recettes ordinaires de 19,3%. Les impôts, qui constituent la principale source de financement de l'État, ont représenté en 2020 84,7% du total des recettes, soit environ 197 milliards sur 233 milliards. Les impôts directs sur les personnes physiques ont fourni la plus grosse partie (30,6%) du total des recettes. Les cotisations des assurés et des employeurs aux assurances sociales figurent en deuxième position: elles ont généré 49,1 milliards de francs, soit 21,1% du total des recettes.

Solde de financement
Secteur des administrations publiques (total),
en mios de francs

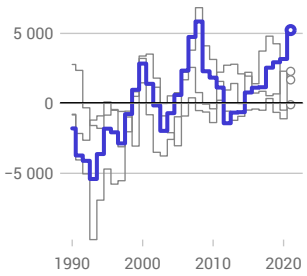


Solde de financement ordinaire
En mios de francs

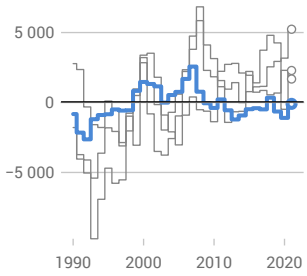
Confédération



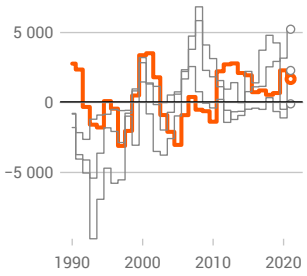
Cantons



Communes



Assurances sociales



Ces deux catégories représentent depuis 2010 pratiquement la moitié des recettes du secteur des administrations publiques. Cette proportion devrait se maintenir au cours des prochaines années.

DÉPENSES PAR NATURE

La structure des dépenses par nature semble être plus volatile que celle des recettes. La plupart des ressources du secteur des administrations publiques ont été redistribuées aux autres secteurs de l'économie (entreprises, ménages) via les dépenses de transfert. Cela concerne aussi les mesures prises en lien avec la pandémie de COVID-19, dont la plupart ont bénéficié en 2020 aux entreprises, aux travailleurs salariés et aux indépendants touchés par la crise, sous la forme de paiements de transfert extraordinaires.

En dix ans, les dépenses de transfert ordinaires ont augmenté de 23,8 milliards de francs et représentent 48,3% des dépenses totales en 2020. Elles représentent le poste de dépenses le plus important.

DÉPENSES PAR FONCTION

Les dépenses totales se montaient à 252 milliards de francs en 2020, soit une augmentation de 59,4 milliards (+30,8%) depuis 2010. Les domaines «Sécurité sociale» et «Formation» ont concentré en 2020 respectivement 42 et 16,2% des dépenses des administrations publiques.

Dans le domaine de la sécurité sociale, les dépenses ordinaires ont augmenté de 17,3 milliards depuis 2010, soit 22,9%, une augmentation essentiellement due à celle des dépenses ordinaires liées à l'assurance vieillesse et survivants, qui sont passées pendant cette période de près de 10 milliards de francs à 50,3 milliards. Les administrations publiques ont consacré en 2020 105,8 milliards à la sécurité sociale, dont 13,2 milliards sous forme de dépenses extraordinaires, lesquelles ont essentiellement consisté en indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail due à la pandémie de COVID-19.

La formation représente le deuxième poste de dépenses selon la classification fonctionnelle. En 2020, les dépenses ordinaires des administrations publiques au titre de la formation ont atteint quelque 40,9 milliards de francs. Depuis 2010, elles ont crû de 8,1 milliards. Les plus fortes hausses sont signalées dans les domaines de la scolarité obligatoire (+4 milliards), des hautes écoles (+2 milliards) et de la recherche (+1,3 milliard).

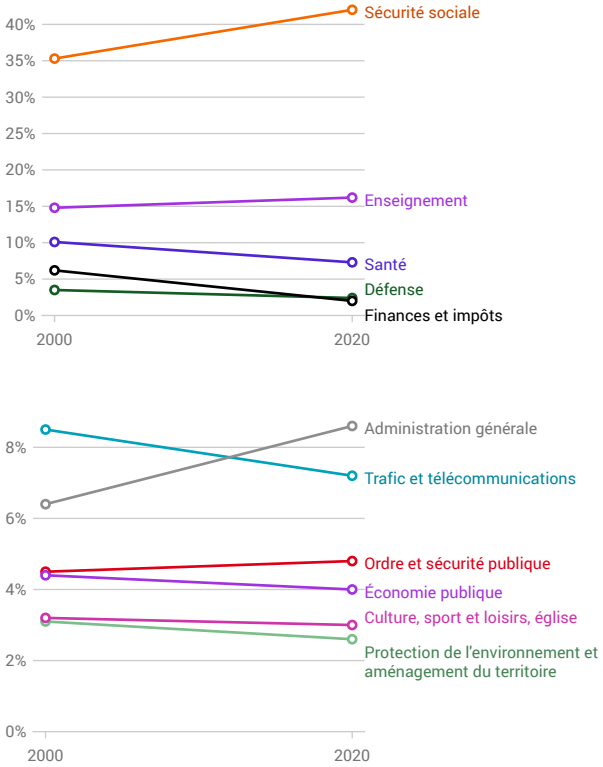
DÉPENSES CORRESPONDANT AUX MESURES PRISES POUR ENDIGUER LA PANDÉMIE DE COVID-19

Les dépenses liées au COVID-19 de la Confédération ont représenté en 2020 16,7% et en 2021 15,6% des dépenses totales. Celles des cantons ont représenté en 2020 2,7% et en 2021 6,7% des dépenses totales. Additionnées, les dépenses liées au COVID-19 de la Confédération et des cantons ont représenté en 2020 7,0% et en 2021 6,6% des dépenses des administrations publiques.

Alors qu'en 2020, la Confédération privilégiait la sécurité sociale et les cantons la santé, en 2021, les cantons ont consacré une part importante de leurs dépenses aux mesures en faveur des entreprises pour les cas de rigueur, dans le domaine de l'économie.

Dépenses par fonction

Secteur des administrations publiques, part des dépenses totales



Bilan et endettement

À la fin de 2020, la somme de l'actif du bilan des administrations publiques se montait à 472,4 milliards de francs, en hausse de 3,3 milliards (0,7%) par rapport à la fin de l'exercice 2019. En dix ans, le total du bilan a connu une augmentation de 176,5 milliards. Cette forte hausse tient en bonne partie aux réévaluations d'actifs par les cantons et les communes lors du passage au nouveau modèle comptable harmonisé (MCH2).

Selon les chiffres définitifs de la statistique financière, le total des capitaux de tiers du secteur des administrations publiques se montait à 317,6 milliards de francs à la fin de l'exercice 2020, ce qui représente une hausse de 10,2 milliards (+3,3%) par rapport à l'exercice précédent et de 53,3 milliards (+20,2%) sur dix ans. L'évolution sur dix ans tient en premier lieu à l'augmentation des provisions à long terme, qui ont crû de 18,6 milliards depuis la fin 2010 (+ 88,6%).

La forte hausse du capital propre des administrations publiques (+123,2 milliards par rapport à 2010) s'explique par les bons résultats et par les modifications entraînées par le passage à MCH2.

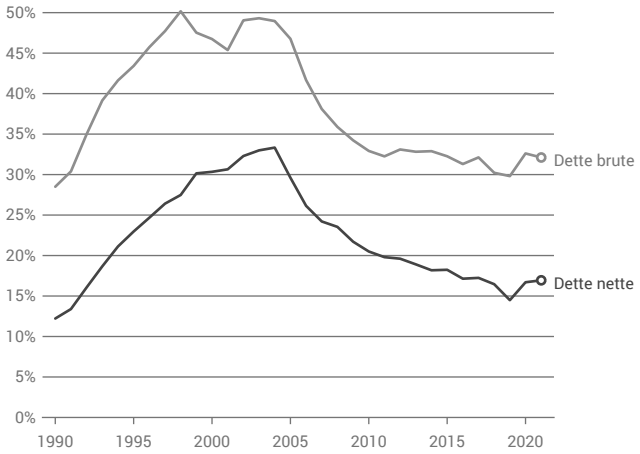
ENDETTEMENT

La dette brute nominale s'est accrue à un rythme soutenu au début des années 1990 et a atteint un pic en 2004, à 245,9 milliards de francs. À partir de 2004, la dette brute nominale et en pourcentage du PIB a commencé à diminuer notamment grâce à une conjoncture économique favorable ainsi qu'à l'introduction du frein à l'endettement à la Confédération et des règles budgétaires dans les cantons et les communes. Cette tendance s'est poursuivie jusqu'en 2011, puis s'est nettement ralentie. Entre 2012 et 2019, la dette brute nominale s'est stabilisée aux alentours de 215 milliards.

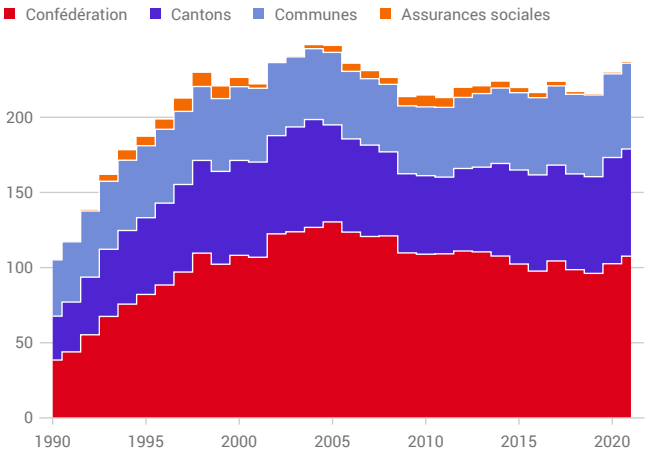
Pour financer les dépenses supplémentaires liées à la pandémie de COVID-19, les administrations publiques ont par la suite nettement augmenté la dette brute.

L'aggravation de la dette nette en 2020 et 2021 est due au financement des dépenses liées à la pandémie. Ces dépenses supplémentaires de la Confédération et des cantons ont été financées d'une part au moyen d'éléments du patrimoine financier et d'autre part d'engagements financiers (créances comptables à court terme et emprunts).

Évolution de l'endettement
Secteur des administrations publiques
Par rapport au produit intérieur brut nominal



Évolution de l'endettement
En mrds de francs, dette brute



18

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Télécharger des graphiques, des tableaux, etc. à ce sujet

Sources		Données les plus récentes
Diagrammes p. 343–345	AFF – Statistique financière de la Suisse	mars 2023

Les finances publiques suisses: comparaison internationale (SFP)

Afin d'assurer leur comparabilité au niveau international, les finances des administrations publiques sont aussi publiées selon les lignes directrices du FMI.

La pandémie de COVID-19 a creusé en 2020 des déficits records dans les finances publiques. Le déficit de financement de la Suisse s'est cependant moins aggravé que ceux des pays de l'OCDE ou de la zone euro.

En 2020, la quote-part des recettes des pays de la zone euro (+0,2 point de pourcentage) et de l'OCDE (+0,5 point de pourcentage) a même légèrement augmenté, malgré la crise économique provoquée par la pandémie de COVID-19. Aux États-Unis, la quote-part des recettes est passée de 30,1 à 30,7% du PIB. Alors qu'elle reculait en Allemagne (−0,4 point de pourcentage) et en Autriche (−0,5 point de pourcentage), elle a progressé en Suisse de 0,7 point de pourcentage. Cela tient principalement à ce que pendant cette période, la performance économique a continué de diminuer par rapport aux recettes de l'État. Les recettes du secteur privé, et donc indirectement celles de l'État, sont restées relativement stables grâce aux prestations de l'assurance-chômage et à l'allocation pour perte de gain COVID-19, tandis que la performance économique s'effondrait du fait de la pandémie.

En 2021, la quote-part des recettes a encore augmenté dans la plupart des pays, respectivement de 0,6 point de pourcentage dans les pays de la zone euro et dans ceux de l'OCDE, de 1,4 point de pourcentage en Allemagne, de 1,3 point de pourcentage en Autriche, et de 0,6 point de pourcentage en Suisse, les recettes augmentant plus que la performance économique.

En 2020, les dépenses des 19 États de la zone euro atteignaient 53,7% du PIB, en hausse de 6,7 points de pourcentage par rapport à l'année précédente en raison des mesures prises pour atténuer les effets de la pandémie. En même temps, la quote-part de l'État suisse a augmenté de 5,1 points de pourcentage pour atteindre 37,1% du PIB.

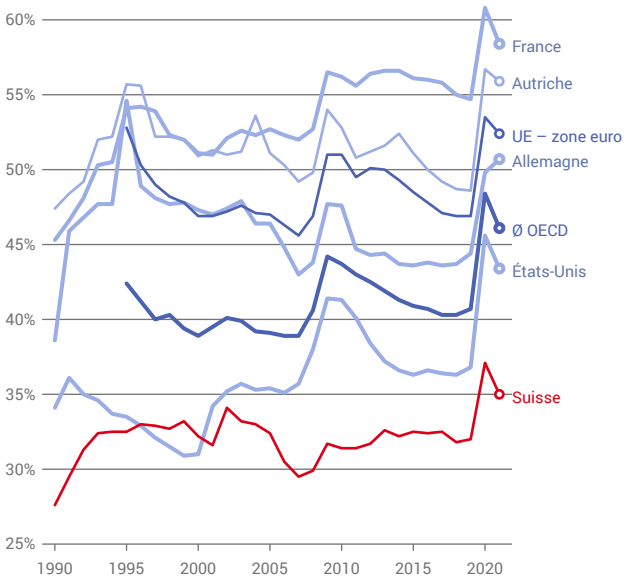
DÉPENSES PAR FONCTION (COFOG)

Au niveau international comme en Suisse, le premier poste de dépense des États est la sécurité sociale. En Suisse, la sécurité sociale a concentré en 2020 43,4% des dépenses, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne de la zone euro. En 2020, les deux postes «Sécurité sociale» et «Santé» représentaient plus de la moitié des dépenses totales.

Il existe une différence frappante entre la Suisse et les autres pays considérés sur le plan de la santé, qui est le deuxième poste

Évolution des quotes-parts des États

Par rapport au produit intérieur brut nominal



de dépenses publiques de la zone euro en 2020, et le cinquième en Suisse. Cela tient au fait que dans bon nombre de pays européens, le système de santé est financé par les pouvoirs publics et non par les ménages, comme c'est le cas en Suisse. Dans la zone euro, la part des dépenses consacrée à la santé était en moyenne de 15,3% en 2020 (contre 11,3% en 1995). En Allemagne, elle était de 16,6%, et en Suisse de 7,0%. Au sein de l'OCDE, les États-Unis sont de loin le pays dont les dépenses de santé sont le plus élevées par rapport à sa performance économique.

En 2020, l'État suisse a dépensé 36,7 milliards de francs pour le poste «Formation et éducation», soit 14,2% de ses dépenses totales, proportion nettement supérieure à la moyenne des États de l'OCDE et de la zone euro.

ENDETTEMENT

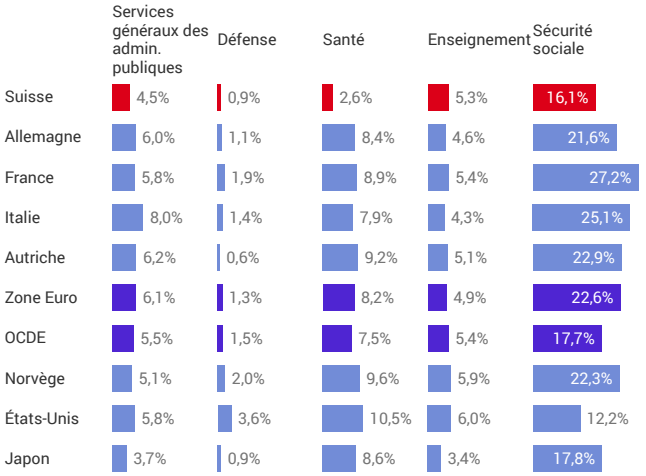
En 2020, la quote-part de nombreux pays a fortement augmenté sous l'effet des mesures de stabilisation prises pour atténuer les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19: elle a crû de 17,5 points de pourcentage dans les pays de la zone euro, de 20,4 points de pourcentage dans l'OCDE et même de 24,8 points de pourcentage aux États-Unis. Cette augmentation a été nettement moins prononcée en Suisse (+3,6 points de pourcentage).

Le taux d'endettement net de la Suisse a chuté de son plus haut de 39,4% du PIB fin 2004 à 17,3% du PIB fin 2019. Il a continué de baisser les années qui ont suivi la crise financière, alors que dans les autres pays considérés et les moyennes internationales, il a fortement augmenté, avant de se stabiliser. Il n'y a qu'en Allemagne que ce taux a reculé de 2013 jusqu'à la crise du COVID-19.

Les importants besoins de financement liés aux mesures de stabilisation visant à juguler la crise du COVID-19 ont fortement accru l'endettement net de la plupart des pays en 2020. Celui de la Suisse a augmenté de 3,2 points de pourcentage pour atteindre 20,5% du PIB. Les autres pays considérés affichent des hausses beaucoup plus élevées: 16,1 points de pourcentage aux États-Unis, 10,3 points de pourcentage dans la zone euro, et 8,3 points de pourcentage en moyenne dans les États membres de l'OCDE.

Dépenses de l'État par fonction, en 2020

Proportion du produit intérieur brut



INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Télécharger des graphiques, des tableaux, etc. à ce sujet

	Sources	Données les plus récentes
Diagramme p. 346	AFF – Statistique financière de la Suisse; base de données GFS du FMI, actualisée et complétée par les Perspectives économiques 112	mars 2023 OCDE: nov. 2022
Diagramme p. 347	AFF – Statistique financière de la Suisse; FMI-GFS; Tableau Eurostat 10a (UE, zone euro, état des données; OCDE: moyenne de tous les États membres actuels (calcul propre)	mars 2023 UE: févr. 2023